

# 1

## La redécouverte du droit

### Le trajet parcouru

Gerti HESSELING & Barbara OOMEN

Ce livre rassemble les récits de juristes expérimentés qui abordent une approche de recherche nouvelle pour eux, l'approche sociojuridique. Ces juristes, tous professeurs d'université, ont quitté la salle de cours, les manuels de droits et les recueils de jurisprudence pour descendre sur le terrain, rencontrer les gens, voyager à dos de chameau, accompagner les troupeaux, afin de confronter le droit qu'ils enseignent à la pratique du droit. Il s'agit en quelque sorte de récits d'initiation de juristes en train de revisiter, et même de redécouvrir le droit<sup>1</sup>.

Dans le pays où les recherches ont été effectuées – le Mali –, un terme renvoie à une institution juridique très vivante au niveau local : le « Vestibule ». En effet, aujourd'hui encore, le conseil des anciens dans les villages bambara du Mali est appelé « Vestibule ». Ce mot désigne également la première salle qui sert d'antichambre dans les concessions bambara où se tiennent régulièrement des réunions et où les gens se rencontrent pour discuter des problèmes quotidiens. Cette salle comprend deux portes, l'une donnant sur la rue et l'autre sur la cour intérieure. Le Vestibule constitue ainsi une métaphore propre à évoquer l'espace intermédiaire où se trouvent les juristes qui, de l'intimité de la cour, descendent dans la rue ou, de l'intimité de la salle de cours, descendent sur le terrain. Et c'est justement dans cette salle, cette zone de transition et d'initiation, que les juristes peuvent découvrir une certaine forme de sagesse, en termes non pas de vérité mais de processus et de recherche. Le Vestibule, c'est aussi un état d'esprit, un lieu spécifique dédié à la dis-

---

1. Cf. Huyghebaert & Martin 2002 : 14.

cussion des problèmes de la société locale, où l'on peut exprimer ses doutes, ses incertitudes, un lieu propice à la recherche de la rencontre dynamique entre deux corps de connaissances juridiques, le droit des codes et le droit « vivant », en bref, un lieu propice à la redécouverte de ce qu'est le droit.

Cet ouvrage est un des résultats d'un projet de coopération juridique entre le Mali et les Pays-Bas avec, comme partenaires maliens, deux facultés de l'Université de Bamako (Faculté des sciences juridiques et économiques et Faculté des lettres, arts et sciences humaines) ainsi que l'Institut national de formation judiciaire et, comme partenaires néerlandais, trois instituts rattachés à l'Université de Leyde (le Centre d'études africaines, le Van Vollenhoven Instituut pour le droit, la gouvernance et le développement, et le Centre pour la coopération juridique internationale).

C'est après « les événements », comme disent les Maliens pour parler du coup d'État de mars 1991 qui a renversé le dictateur Moussa Traoré et amorcé le processus de démocratisation au Mali, que les autorités maliennes ont commencé à sérieusement remettre en cause le fonctionnement de la justice dans le pays, ce qui a résulté en un programme ambitieux, le Programme décennal pour le développement de la justice (PRO-DEJ). Ce programme a été présenté aux bailleurs de fonds internationaux et c'est dans ce cadre que le présent projet, d'une durée de trois ans (2000-2002), a été financé par l'ambassade des Pays-Bas au Mali. L'objectif principal de ce projet a été le renforcement de la formation juridique et de la capacité de recherche à la faculté de Droit, partant de la considération que des juristes bien formés peuvent contribuer à la création d'un État de droit. Un des volets du projet a été l'organisation de cours-ateliers à la faculté de droit dans le but de familiariser les enseignants universitaires à l'anthropologie juridique et à la sociologie du droit, à leurs théories principales et leurs méthodes de recherches<sup>2</sup>. Cet atelier a été organisé à deux reprises, en 2001 et 2002, réunissant au total 35 participants, tous enseignants universitaires. Parmi eux, sept ont eu l'opportunité de faire des recherches de terrain, quatre d'entre eux ayant suivi aux Pays-Bas une formation complémentaire approfondie de quelques mois. Ces quatre participants ont effectué leurs recherches de terrain pendant trois mois, alors que trois autres ont effectué leurs recherches sur six semaines. Le présent ouvrage rend compte des trajectoires de ces sept juristes maliens à qui s'est jointe une huitième juriste, néerlandaise.

2. Les autres volets du projet étaient « l'appui à la formation didactique des enseignants à la faculté de droit et l'Institut national de formation juridique », « un soutien à la bibliothèque de la faculté (don de manuels) » et enfin une « étude de faisabilité quant à la création d'une clinique juridique à la faculté de droit ». Malheureusement, ce dernier volet n'a pas abouti à des propositions concrètes.

### Le Mali : un lieu propice à la redécouverte du droit

Tout a commencé en fait en 1991, année qui marqua la fin du régime autoritaire de la II<sup>e</sup> République au Mali et le début d'une ère plus démocratique. Le gouvernement de transition installé à la suite du coup d'État de mars 1991, organisa alors toute une série de consultations nationales, parmi lesquelles la Conférence Nationale, afin de déceler les problèmes prioritaires du pays et de préparer le terrain pour la III<sup>e</sup> République, qui débute, après les élections présidentielles et législatives en 1992. Les problèmes identifiés au cours des différentes consultations sont multiples et d'une envergure effrayante. Les exposer ou même les énumérer dépasserait le cadre de cette publication mais une chose est certaine : trouver des remèdes aux résultats néfastes de l'État hautement centralisé – héritage d'une longue période coloniale et post-coloniale – en constitue le principal défi. Aussi, dès son installation, le nouveau gouvernement, sous la présidence d'Alpha Oumar Konaré, se consacre à la tâche avec beaucoup d'ardeur.

En effet, en février 1993, moins d'un an après les débuts de la III<sup>e</sup> République, une loi-cadre sur la décentralisation est votée, qui présente les grandes orientations et les principes fondamentaux devant guider la politique de la décentralisation. Au cours de la même année est créée une structure opérationnelle, la Mission de décentralisation, chargée d'assister le gouvernement dans la conception et la préparation de la mise en œuvre de la réforme de décentralisation<sup>3</sup>. Ensuite, sur une période de cinq ans, des centaines de réunions, de séminaires et d'ateliers furent organisés tant au niveau national que local afin d'associer les citoyens maliens au processus entamé. Dans un même temps, des réseaux informels sont créés au niveau régional, et des cercles et arrondissements afin d'entamer des actions d'information et des débats avec les populations villageoises sur toute l'étendue du territoire<sup>4</sup>. Dans la mesure du possible, les discussions ont lieu en langue locale, requérant la traduction des termes clés et menant à de nouveaux et véhéments débats.

Un des problèmes les plus ardues de la décentralisation administrative est sans doute celui du découpage des nouvelles collectivités territoriales, problème que l'on essaye de surmonter en créant, au niveau de chaque cercle du pays, des Commissions de découpage. Liée au problème de découpage, apparaît encore la problématique foncière dans un sens large :

3. Pour tous les détails, voir la brochure éditée par la Mission de décentralisation et des réformes institutionnelles « Cadre d'une nouvelle dynamique de démocratisation et de développement ».

4. Il s'agit de Groupes régionaux d'études et de mobilisations (GREM) et de Groupes locaux d'études et de mobilisation (GLEM).

il s'agit non seulement des droits concernant la terre, mais également de tout ce qui touche à l'accès et à l'exploitation des ressources naturelles. La question foncière a beaucoup influencé le choix des populations lors du réaménagement territorial et continue à faire couler beaucoup d'encre (et malheureusement aussi parfois du sang). Comme l'écrit Bréhima Kassibo (1997 : 13) : « La bonne gestion des ressources naturelles est l'une des clés de voûte de la bonne gouvernance locale. »

Le résultat de ce processus est la création de 682 nouvelles communes rurales, qui doivent constituer avec les 19 communes urbaines déjà existantes, les premières nouvelles institutions décentralisées du Mali. Après trois mois de débats, l'Assemblée Nationale adopte en novembre 1996 la loi portant création des communes<sup>5</sup>. En mars 1998, la Mission de décentralisation initialement rattachée au ministère de l'Administration territoriale, voit ses tâches étendues et devient Mission de décentralisation et des réformes institutionnelles (MDRI), désormais placée directement sous la responsabilité du Président de la République.

Les élections dans les 701 communes ont lieu en 1999. Près de 10 000 conseillers sont alors élus. A ce moment, la MDRI cesse d'exister en tant que telle et est intégrée au ministère de l'Administration territoriale et des collectivités locales. Ainsi, la décentralisation est devenue partie intégrante de la politique du gouvernement.

Au moment où, en 2001, les premiers juristes commencent leur aventure de recherche, tous les acteurs impliqués dans le processus de décentralisation sont encore en pleine période de rodage, tâtonnant sur le partage des responsabilités, cherchant une nouvelle légitimité, (re)découvrant leurs droits et obligations. Les premières confrontations issues de la décentralisation ont déjà eu lieu : entre les autorités aux différents niveaux, entre les communautés rurales (villages, communes rurales, groupes ethniques, autochtones et « étrangers », agriculteurs et éleveurs transhumants, etc.). De toute évidence, le Mali se présentait comme un lieu des plus propices à l'essentiel de la recherche, la redécouverte du droit.

### La boîte des outils de l'anthropologue juriste

Une fois les livres et le cabinet d'étude abandonnés, la législation et la doctrine délaissées, que découvrirent les juristes de l'autre côté du vestibule ?

5. Loi n° 96-059 portant création de 682 nouvelles communes couvrant, avec les 19 communes déjà existantes, tout le territoire du Mali. Par la suite, deux nouvelles communes furent créées, portant le total des communes à 703.

Quel paysage de l'anthropologie juridique ont-ils trouvé et à l'aide de quel compas y naviguer ? Même s'il s'agit d'une *terra incognita* pour le juriste "pur et dur", il y a plus qu'un siècle et demi que les anthropologues, eux, dressent la carte de cette réalité : celle du droit vivant, des relations entre les individus, les sociétés, leurs normes, et les institutions mises en place pour les garder. S'il convient donc de présenter ici une brève introduction au monde de l'anthropologue-juriste, à ses concepts clés, ses théories fondamentales et ses schismes les plus marqués, cela ne peut être fait qu'avec une profonde modestie. Après tout, il s'agit ici de toute une branche bien développée de la science qui a produit de grandes œuvres (pensons à Maine, Malinowski, Radcliffe-Browne et autres fondateurs de cette discipline), des professeurs célèbres, puis des revues et même des dictionnaires. Tout ce que nous proposons ici est donc d'esquisser dans ses grandes lignes la topographie de ce paysage. Ceci sous forme d'une boîte à outils, de ceux qui sont véritablement indispensables à cette discipline et qui ont été bien caractérisés par A. Keita comme les « prêts-à-penser » de l'anthropologie juridique.

Commençons avec les fondements de cette discipline, sa perspective et ses assomptions fondamentales. La perspective de l'anthropologue est celle de l'homme même, de ses relations, des institutions qu'il instaure, du sens qu'il leur donne et des sociétés dont il fait partie. C'est donc essentiellement une perspective par le bas, fortement localisée et contextualisée. De cette perspective relèvent les assomptions fondamentales de la discipline : que l'homme a affaire à plusieurs systèmes normatifs (comme sujet et producteur à la fois) et qu'on ne peut les connaître que par la recherche de terrain. C'est ici le dogme du *pluralisme juridique*, presque synonyme à ce jour d'anthropologie juridique. Les définitions du terme, comme souvent lorsqu'il s'agit de concepts clés, varient considérablement – de « la coexistence d'une pluralité de cadres ou systèmes de droit au sein d'une unité d'analyse sociologique donnée » à l'insistance « sur le fait qu'à la pluralité des groupes sociaux correspondent des systèmes juridiques multiples » et à l'accentuation de l'existence de « plusieurs systèmes juridiques à la fois »<sup>6</sup>. Malgré les différences, le point essentiel reste le même : une mise en cause de la conception moniste, dite étatique, du droit et une insistance sur l'existence simultanée de plusieurs systèmes juridiques ou du moins normatifs, dans une situation sociale donnée<sup>7</sup>.

Systèmes *juridiques* ou *normatifs*, c'est là déjà le champ de bataille primordial sur lequel les anthropologues-juristes se débattent. Les règles

6. Définitions de, respectivement, (Araud 1993) ; (Rouland 1990 : 39) et (Benda-Beckmann, K. van et al. 1997 : 8).

7. Tandis que ces systèmes juridiques ont été longtemps étudiés à part, on porte aujourd'hui une attention croissante à leur interrelations et au fait qu'ils s'influencent mutuellement.

imposées à la population locale par ses autorités, qu'elles soient de caractère religieuses, coutumières ou d'une autre inspiration, ces règles méritent-elles l'étiquette de « droit » ou faudra-t-il réserver ce label aux règles d'origine étatique ? C'est une discussion qui a paralysé la discipline pendant des décennies et a pourtant ridiculement peu produit en matière de théories. Le grand problème ici semble être une confusion constante en ce qui concerne les dimensions empiriques et normatives de la notion de pluralisme juridique. L'idée est donc que, si l'on reconnaît d'autres systèmes normatifs que celui mis en place par l'État et qu'on étiquette ces systèmes-là comme systèmes juridiques, émettant eux aussi du *droit*, cela aboutira automatiquement à une remise en cause de l'État central moniste et à un renforcement formel du rôle que jouent ces systèmes alternatifs. Les anthropologues-juristes eux-mêmes se rendent tout aussi coupables de cette confusion des concepts que leurs critiques, confondant souvent programme politique et programme de recherche<sup>8</sup>.

Par ailleurs, aujourd'hui, nombre d'anthropologues-juristes semblent abandonner leurs positions retranchées pour adopter un point de vue beaucoup plus pragmatique<sup>9</sup>. Leur perspective de référence étant qu'il n'existe pas de définition universellement applicable au droit ou aux systèmes juridiques mais que la définition dépend du contexte, de ce que l'on veut savoir. On peut citer l'exemple de B. Tamanaha (2000), qui présente le droit non pas comme une entité donnée mais comme une construction d'origine culturelle et qui, par conséquent, plaide pour une version « non essentialiste » du droit et du pluralisme juridique. Selon lui, si l'on se place d'un point de vue socio-scientifique, « le droit est tout ce que les gens identifient et traitent en tant que tel dans leurs pratiques sociales »<sup>10</sup>. La définition du droit choisi dépend donc de ce que l'on veut savoir, de la réalité à considérer : un chercheur se proposant d'investiguer la réalité de la Cour Suprême choisira sans doute une définition restreinte du droit lié à l'État, tandis que le chercheur voulant étudier le droit comme vécu d'en bas par la population ne pourrait jamais se limiter à un tel point de vue.

Il est donc évident que si nous parlons du *droit vivant* ou des *droits coutumiers* dans le contexte de cette étude, c'est que ces formules expriment en premier lieu un point de vue empirique plutôt qu'une position normative. Tout comme Eugen Ehrlich (1936), inventeur du terme « droit

8 Ceci s'applique surtout à la *Commission on Folk Law and Legal Pluralism*, qui, après sa fondation au début des années quatre-vingt, mena deux batailles simultanément : l'une pour l'acceptation du concept de pluralisme juridique comme notion clé dans la discipline et l'autre pour la reconnaissance des droits, par exemple, des peuples indigènes.

9 Cf. Merry 1992 ; Tamanaha 2000 ; Wilson 2000.

10. Tamanaha 2000 : 313, traduction de l'anglais : « Law is whatever people identify and treat through their social practices as "law" ».

vivant », nous sommes d'avis que le centre de gravité de la réalité sociale du droit ne se situe pas dans les règles formelles mais dans la société même et est constitué des normes de conduite prises en compte par les individus. Si nous prenons comme objet de recherche cette société et ses règles, son point de vue, sa terminologie, pourquoi ne pas y rattacher l'étiquette de « droit » ? D'autant plus que la muraille qui sépare le droit étatique des systèmes normatifs locaux se voit maintenant rapidement effritée par la réalité : la reconnaissance des droits coutumiers par l'État, qui est un des thèmes de cette étude, l'attention accrue, en droit international, aux droits des peuples indigènes, l'évaluation générale du rôle de l'État central qui s'exprime entre autres par des processus divergents comme la décentralisation et la globalisation du droit. Si donc le droit vivant se présente aujourd'hui plus que jamais comme un important sujet d'étude, sa définition précise revêt une moindre importance.

Si l'on part du principe que le droit à étudier s'étend au-delà des textes de lois, de la jurisprudence et de la doctrine, comment l'analyser et le conceptualiser ? Ici aussi, on peut établir un parallèle avec le droit étatique dans ce sens qu'on ne saurait comprendre le droit vivant sans prêter attention aux autorités qui en génèrent les règles, contrôlent leur respect et au besoin sanctionnent les contrevenants. Un outil théorique vital de l'anthropologue-juriste est celui qui permet d'établir le rapport entre les autorités politiques (conseils des anciens, ONG, directions de l'entreprise) et les règles applicables dans un certain contexte social. Pour atteindre ce but, les anthropologues-juristes ont lancé deux concepts, chacun avec ses avantages et ses restrictions : celui de *champ social semi-autonome* et celui d'*arène politique*.

### *Le champ social semi-autonome*

Commençons par le *champ social semi-autonome* (C.S.S.A.), cette fameuse trouvaille de Sally F. Moore. En l'utilisant pour décrire le commerce du textile à New York aussi bien que le droit foncier des Chagga en Tanzanie, elle définit le C.S.S.A. comme caractérisé par le fait « qu'il peut donner naissance à des normes et assurer leur application par la contrainte ou l'incitation »<sup>11</sup>. Le grand avantage de cette approche est qu'elle porte attention au caractère semi-perméable d'un tel champ : même s'il a la capacité de générer des règles et de les faire respecter, le champ est situé dans « une matrice sociale plus large », qui l'influence et se trouve en même temps influencée par lui. A l'époque, la fin des années 1970, ce fut

11. Falk Moore 1973 : 56, traduction par Rouland 1998 : 87. Cf. Griffiths 1997.

déjà une correction importante de l'idée prévalant que les communautés comme des tribus en Afrique vivaient dans un isolement géographique et temporaire, avec leurs propres systèmes juridiques fermés, sans être influencées par les développements dans le monde. Évidemment, l'importance de cette notion n'a fait qu'augmenter avec l'interconnexion accrue entre gens, localités, biens et idées, souvent trop vaguement étiquetée comme globalisation. Le désavantage de la notion, par contre, est qu'elle est fondée sur l'idée qu'il n'y a qu'une autorité dans un champ social donné et qu'elle prête relativement peu d'attention à la lutte politique qui est souvent la définition locale des règles.

### *Arène politique*

C'est pour comprendre cet aspect plutôt politique et pour porter attention à l'importance des relations de pouvoir que la notion presque jumelle d'*arène politique* devient utile. Cette notion prend ses racines dans l'anthropologie politique telle qu'elle est pratiquée, par exemple, à l'École de Manchester. Mettant l'accent plutôt sur les acteurs que sur les facteurs structurels qui façonnent la réalité sociale locale, elle propose une analyse en termes d'acteurs clés, des ressources dont ils disposent et de leurs stratégies<sup>12</sup>. Tout comme le formulent deux chercheurs contemporains, Bierschenk et De Sardan, décrivant les effets de la décentralisation au Bénin : « Chaque société peut être considérée comme une arène sociopolitique dans laquelle différents groupes stratégiques sont en confrontation, coopération et négociation permanentes. Les interventions extérieures constituent un élément supplémentaire de la dynamique de ces contradictions locales, au cours desquelles les nouvelles règles du jeu politique et les nouvelles structures décentralisées sont régulièrement réinterprétées, transformées ou même détournées » (1998 : 14). Pourtant, cette approche a elle aussi ses inconvénients : en prêtant tant d'attention aux confrontations, elle a tendance à occulter certains aspects de la réalité locale, tels que les règles sur lesquels il existe un consensus. En outre, en se focalisant sur les acteurs, la notion d'arènes politiques court le risque de négliger les conditions structurelles dans lesquelles les luttes locales se produisent. Ces deux notions présentant chacune leurs avantages, nous les avons utilisées toutes les deux comme sources d'inspiration.

12. Par exemple : Kuper 1970.

### *Contexte local*

Le premier pas d'une analyse anthropologique-juridique est donc celle du paysage institutionnel local. Quels y sont les acteurs les plus importants ? Quels champs sociaux y interagissent ? La commune ? La chefferie ? Les ONG ? Et quelles sont leurs relations ? Quelles sont les règles édictées par ces acteurs et de quelles formes de sanctions disposent-ils ? Sur quelles sources se basent-ils dans les négociations locales : les références à la coutume, la pratique, les textes de lois, ou bien la simple force ou les moyens financiers ? Mais aussi : dans quelles conditions structurelles ce jeu est-il joué ? De quelle façon les actions des acteurs clés prennent-elles forme et comment sont-elles limitées par les facteurs culturels, économiques, géographiques, etc. ? Il ne suffit donc pas d'analyser le terrain de jeu, les pions clés et les règles applicable ; il est tout autant nécessaire d'en analyser les limites.

Partant de cette perspective des conditions dans lesquelles le droit vivant est généré, que peut-on dire du caractère du droit même ? On peut rappeler en premier lieu que c'est un droit *négocié*, fortement enraciné dans les relations locales de pouvoir, oscillant avec elles et donc fondamentalement dynamique<sup>13</sup>. L'identité de qui peut faire valoir tel ou tel droit dans telles conditions dépend du statut de la personne concernée, de ses relations au reste de la communauté et des circonstances spécifiques du cas. Il faut encore ajouter que si nous avons jusqu'ici parlé des systèmes juridiques comme d'ensembles fermés et distincts, il est grand temps que nous corrigions cette image : il n'existe pas, par exemple, de système de droit coutumier qui puisse être connu et décrit hors du contexte social. Même s'il est possible de connaître les sources d'inspiration des règles (religion, pratique, coutume) et leurs grands traits, les règles elles-mêmes se laissent difficilement cerner sans qu'on courre le risque de les voir fondamentalement altérées. Telle fut aussi l'importante leçon tirée par les pays africains anglophones qui cherchèrent (pendant mais aussi après la colonisation) à codifier « les systèmes de droits coutumiers » dans leurs pays, ce qui aboutit à une « ossification » des ces règles autrement flexibles et contextualisées<sup>14</sup>.

13. Cf. Le Roy 1996 sur l'ordre négocié

14. Cf. Chanock 1985. Un projet connu de codification des droits coutumier dans un grand nombre de pays africains est celui de A. Allott (Allot 1984). Le consensus scientifique selon lequel la codification peut mener à une ossification des règles et à une altération fondamentale de leur caractère n'a toutefois pas empêché bien des pays concernés de reconnaître à nouveau, de nos jours, le droit coutumier écrit dans le système juridique étatique. Cf. Oomen 2002.



Autre déduction : depuis une perspective locale, il est presque impossible de faire la distinction entre « le droit coutumier », « le droit religieux », « le droit de projet » ou d'autres encore. Bien que les règles mobilisées par les acteurs locaux puissent émaner de sources différentes, elles sont souvent invoquées simultanément ou successivement pour parvenir à un résultat désirable. Renvoyons à la théorie du *forum shopping*, selon laquelle les villageois font appel à des autorités divergentes jusqu'à ce qu'ils aient obtenu le jugement souhaité (Von Benda Beckmann 1984 ; Merry 1988). Quelqu'un recherchant un champ s'adressera d'ordinaire à tous ceux pouvant l'assister et invoquera toute règle fortifiant sa position. Il n'y que les théoriciens pour faire une distinction entre les systèmes juridiques ; au niveau local ils sont généralement difficiles à démêler.

Si l'image que nous présentent les anthropologues-juristes du droit vivant est celle d'une entité flexible, fortement localisée et contextualisée, quel rôle réserve-t-elle à ce qui est notre base, le droit étatique ? La vérité nous oblige à dire que, pendant longtemps (et même encore de nos jours), nombres d'anthropologues-juristes n'ont que peu prêté attention aux connexions, aux relations entre le local et le national, optant pour une focale principalement locale. D'autres, comme Sally Merry, ont déclaré qu'une théorie des ordres inégaux mais « mutuellement constituants » devra exister au sein de la discipline (1992 : 358). Une telle théorie démontrera le rôle privilégié du droit d'origine étatique dans les négociations locales de caractère juridique : même si les textes de lois et les jugements formels n'y sont que des ressources à invoquer, ils demeurent originaires de la force étatique.

Il va de soi que cette perspective anthropologique-juridique, présentée ici dans ses plus grandes lignes, est fortement utile à ceux qui veulent comprendre et analyser aussi bien le foncier que la décentralisation. Quel sujet autre que le foncier serait plus fortement lié aux relations sociales et politiques locales, ou caractérisé par un plus grand fossé entre les textes législatifs et la réalité locale ? Surtout dans des pays francophones, où le principe juridique de la domanialité – déclarant tout le territoire national comme appartenant à l'État – se trouve réfuté par des systèmes fonciers locaux que caractérisent une diversité, une complexité, une capacité d'adaptation et une « efficacité relative » encore mal connues (Hesseling & Ba 1994 : 4). Champ de recherche propice donc pour des anthropologues-juristes qui concluent, coup sur coup, que « les droits sur les ressources naturelles sont intégrés à un vaste éventail de relations économiques et sociales et que <...> la nature des ces droits ne saurait être dissociée de la structure de l'organisation socio-économique » (Neda 1990 : 5).

### *Paysage institutionnel*

La décentralisation, dont l'ampleur et la profondeur actuelles sont des développements relativement récents, a éveillé l'intérêt des anthropologues-juristes parce qu'elle cherche essentiellement à lier les localités, champs sociaux semi-autonomes ou bien arènes politiques, à l'État national, pour le fortifier. Ceci tout en reconnaissant l'importance des forces politiques locales, du droit vivant et des acteurs locaux, mais en y introduisant simultanément de nouveaux acteurs et règles de jeu. Si une partie substantielle des anthropologues-juristes d'aujourd'hui se propose de se concentrer sur les relations « mutuellement constitutives » entre État et localité et de dépasser l'impasse infructueuse de la définition du pluralisme juridique, la décentralisation et ses effets locaux sont un des sujets d'étude les plus appropriés.

Ce sont les nombreux ouvrages anthropologiques-juridiques existant sur le foncier aussi bien que sur la décentralisation dans le contexte africain et comparatif qui ont fourni ses hypothèses au thème central de cette étude : la pratique de la décentralisation au Mali, surtout en ce qui concerne l'accès aux ressources naturelles. Premier constat (et avertissement) : la décentralisation ne se déroule pas dans un vide institutionnel. Au contraire, elle « intervient dans un milieu complexe et déjà structuré, formé d'acteurs, de ressources et de logiques d'action » (Bierschenk & De Sardan 1998 : 14). Ces acteurs-là adaptent les éléments du nouveau système qui leur sont favorables, les renégocient, les redéfinissent, ou bien en négligent les éléments plutôt défavorables. Comme le dit Delville, les interventions extérieures sont « un élément supplémentaire de la dynamique de ces contradictions locales, au cours desquelles les nouvelles règles du jeu politique et les nouvelles structures décentralisées sont régulièrement réinterprétées, transformées et même détournées » (2000 : 39).

Si donc on part de l'idée que le paysage institutionnel dans lequel la décentralisation se déroule est bien rempli de structures formelles et informelles impliquées dans la gouvernance locale, une autre hypothèse se présente : que le succès des nouvelles structures de la décentralisation comme les communes dépendra de la façon dont elles s'instaureront dans ce paysage local et parviendront à conclure des alliances avec des autres acteurs vitaux. Le nouveau maire qui a des liens de parenté avec le chef des terres ou bien qui unifie en lui plusieurs rôles (chef des terres, tête d'une ONG, cadre d'entreprise) aura donc plus de chance de réussite qu'un candidat dépourvu de ces qualifications. Autrement dit, une nouvelle structure ayant déjà des racines dans le paysage institutionnel local aura beaucoup plus de chance qu'une structure plutôt étrangère de rapidement s'y enraciner et d'y devenir une force décisive.

Créant de nouveaux acteurs dans l'arène locale, la décentralisation apporte aussi de nouvelles ressources et rend plus profitables certaines straté-

gies politiques. Sur le plan des ressources, on pourrait dire que le processus de décentralisation, d'une manière générale, augmentera le « butin » à partager dans la localité : il y a, par exemple, les moyens financiers mis à la disposition des communes. Mais aussi les possibilités sur le terrain foncier, comme le lotissement et la vente des lots. Existente de surcroît tous les nouveaux textes de loi qui peuvent servir de ressources à certains acteurs locaux. Cette combinaison – nouveaux acteurs, davantage de ressources – poussera aussi les acteurs à adopter de nouvelles stratégies dans leur négociations sur l'ordre local.

Autre hypothèse basée sur la littérature : celle des effets pervers de la législation, pour le cas présent dans le domaine de la décentralisation. C'est surtout John Griffiths (1997) qui a attiré notre attention sur les effets imprévus, et parfois indésirables, des lois en général. Ainsi, on pourrait supposer que la décentralisation – qui vise à étendre la démocratisation, la participation des gens aux décisions qui les concernent et, en fait, à l'ouverture de la politique locale – pourra aussi mener à une certaine fermeture aux débats concernant une question propre à une certaine communauté, à un plus grand fossé entre « allochtones » et « autochtones » dans une certaine communauté, et même à une résurrection des autorités traditionnelles. C'est surtout la grande littérature sur la globalisation et ses effets locaux qui nous avertit au sujet de ce revers de la médaille de la globalisation (Meyer & Geschiere 1999 ; Oomen 2002).

C'est donc armés de ces outils théoriques et de ces hypothèses que les juristes aspirants-anthropologues ont entamé leurs recherches. Mais ils emportaient aussi une autre sorte de bagage, un bagage plutôt personnel et propre aux juristes, qui colorait leur approche du sujet, leurs observations et leurs rapports. Ci-dessous nous traiterons de cet aspect des recherches entreprises.

### Les tâtonnements des juristes

Si, une fois encore, nous imaginons les juristes racontant leurs expériences dans cet ouvrage comme les résidents temporels d'un vestibule, oscillant entre les deux paysages de connaissance que sont ceux du juriste et de l'anthropologue, où se situent les grands contrastes entre ces paysages ? Et à quels tâtonnements cela mènerait-il dans l'exécution des recherches ?

Commençons par les contrastes. Sept disparités notables entre les approches du juridique pur et dur et les approches anthropologiques sautent aux yeux. Tout d'abord, la distinction entre les approches *normatives* et

*empiriques*. Le droit, dans son essence, est une science normative : dérivée du mot latin *directum*, donc du concept de diriger, la notion même se réfère à tout ce qui est juste, aux normes en général. Le travail scientifique d'un juriste classique consiste à tracer les normes qui s'appliquent d'une façon formelle à une certaine matière. S'il s'occupe de cas spécifiques, c'est seulement pour les évaluer, pour se prononcer par rapport au cadre législatif général. Il en va tout autrement pour l'anthropologue, qui part de la réalité empirique d'une étude de cas, de deux peut-être, et qui cherche d'abord à les décrire et, à terme, à les éclaircir mais en aucun cas à les juger.

Ensuite, il y a la distinction entre l'optique *étatique* des juristes et celle plutôt *populaire* des anthropologues. La notion du droit, pour les juristes, est intimement liée à celle de l'État : c'est l'État, et nulle autre institution, qui a la primauté en matière de promulgation du droit. Bien entendu, le rôle accru des institutions locales (par exemple les communes) et supranationales (organisations internationales) sur le terrain législatif n'a pas échappé à l'attention des juristes, mais leur cadre d'analyse reste celui de l'univers étatique. Par contre, les anthropologues prennent en général comme point de départ la perspective populaire : quel est le droit vécu par les gens dans une situation donnée, individuellement ou en groupe ? A quelles règles se réfèrent-ils et pourquoi ? Un fossé donc entre la perspective d'en haut, des structures formelles, et celle d'en bas.

Ceci amène la troisième grande différence épistémique entre les deux approches : l'accentuation des *structures* par les juristes, et plutôt celle des *acteurs* par les anthropologues. Ici, il convient d'adopter une position nuancée. Il est évident que les travaux scientifiques des juristes portent sur les structures formelles du droit : les institutions impliquées dans sa création, les règles émises, ce que les juges en font. Les anthropologues, au contraire, combinent les approches en cherchant à analyser – à la fois – les acteurs dans une situation sociale donnée et les structures qui façonnent ou même déterminent leurs actions. Néanmoins, le principal intérêt des anthropologues d'aujourd'hui, ayant abandonné les approches structuralistes-fonctionnalistes de Radcliffe-Browne et Evans-Pritchard, est celui des acteurs et de leurs actions.

Cette différence entre les approches entraîne un quatrième contraste entre le paysage des chercheurs juridiques et celui de leurs collègues anthropologues. C'est le contraste entre *sécurité* et *durabilité* d'un côté, et *complexité* et *volatilité* de l'autre. Le paysage du juriste pourrait être comparé à un parc public bien soigné, bien planifié, bien logique. L'univers anthropologique, lui, ressemble à une jungle avec des surprises à chaque tournant, et pas d'endroit qui ressemble à un autre. Ce n'est pas par hasard que le concept de *sûreté* et celui de *sécurité* juridique jouent un rôle si important dans la philosophie du droit : les règles juridiques doivent être

certaines et durables, applicables uniformément à chaque individu. Par contre, les anthropologues ne cessent de souligner non seulement les différences entre les localités mais aussi la *volatilité* des situations qu'ils décrivent.

Liée à cette distinction, mais méritant d'être nommée séparément, se trouve la différence entre l'*uniformité* décrite par les juristes et la *diversité* soulignée par les anthropologues. Tandis que le point de référence juridique est non seulement celui de l'uniformité et la possibilité de généraliser entre des cas différents mais aussi la désirabilité de cette uniformité, les anthropologues, eux, mettent l'accent sur la diversité des situations sociales. Même s'il est possible selon eux de discerner des tendances générales, des dynamiques analogues dans des situations sociales divergentes, il est très difficile d'en tirer des conclusions générales applicables à tout le pays (ou même à la région). La réalité sociale ne se connaît qu'au moyen d'études de cas spécifiques et bien détaillées, dont le but n'est pas de parvenir à des généralisations mais souvent, au contraire, de montrer la spécificité locale.

Ce constat a aussi son influence sur la façon dont est perçu le droit. Pour les juristes, il n'y a qu'un système de droit, comme il y a l'*uniformité* de l'État. Pour les anthropologues, c'est la pluralité des systèmes juridiques qui attire l'attention. Comme nous avons vu, ils considèrent tout d'abord chaque arène locale comme possédant une configuration unique de règles applicables et d'institutions responsables de les générer et de les conserver. Mais ils vont encore plus loin en soulignant que les règles qui sont mobilisées dans un contexte social donné diffèrent d'une situation à l'autre, selon les personnes impliquées dans le conflit concret, les ressources auxquelles ils ont accès, les stratégies qu'ils choisissent. Cela peut mener à un cocktail de règles dérivées de la coutume, des positions sociales, des ONG, de la religion, dont les grands traits peuvent être décrits mais dont la saveur différera d'une situation à l'autre.

Dernier contraste mais probablement le plus important de tous : la *différence méthodologique*. Le domaine de prédilection des juristes est leur cabinet d'étude et parfois la bibliothèque, et leur méthode est celle de l'analyse des textes. Parfois loin de la réalité du jour ils travaillent à un univers juridique bien défini, logique et cohérent, y ajoutant des analyses et des interprétations. Grande différence avec les anthropologues, pour qui la descente « sur le terrain » est quasiment sacro-sainte et au cœur même de leur approche méthodologique. Même si eux non plus ne peuvent se soustraire à une analyse des textes pertinents, c'est le recueil des données sur le terrain qui constitue l'essence de leur travail. En se servant de toute une palette de méthodes – observation participante, discussions en groupe, questionnaires – ils essayent de connaître le mieux possible la réalité vécue sur le terrain.

Quel fossé donc entre ces deux paysages ! Comment le combler sans complètement abandonner son identité de juriste ? C'est cette question qui a dominé les premiers tâtonnements des juristes sur le terrain de l'anthropologie juridique, depuis la formulation des plans de recherche aux enquêtes sur le terrain et aux rapports écrits à la base.

Le plus grand défi a peut-être été celui du passage d'une approche normative à une approche plutôt empirique. En droit, il y a bien sûr toujours une solution juste, une réponse à une question donnée, et le travail du chercheur consiste en majeure partie à trouver cette solution. Le travail de l'anthropologue, par contre, n'est pas de trouver la seule vérité absolue, mais d'enregistrer la vérité ou même souvent les vérités telles qu'elles sont vécues par les individus en question. C'est surtout dans les cas où ces vérités-là, ces idées sur le droit, différeraient considérablement du droit étatique que les juristes avaient tendance à les juger ou au moins à les comparer aux règles étatiques en vigueur.

Par ailleurs, il y avait encore la tentation d'offrir des solutions, de résoudre les conflits rencontrés sur le terrain. Une tentation bien compréhensible, surtout parce que plusieurs chercheurs avaient décidé d'effectuer leurs recherches « chez eux », dans leur pays d'origine. Un choix qui présente des avantages (on connaît le terrain, les introductions sont faciles) mais aussi des inconvénients. Il y a d'abord le danger d'être perçu comme partial dans les conflits locaux, danger qui est décrit par plusieurs auteurs, mais existe aussi pour le chercheur lui-même la difficulté de rester neutre. Non seulement, comme M. Djiré l'a bien exprimé, parce que « les hommes ne sont pas des insectes » mais surtout parce que l'on connaît bien les gens concernés, on se soucie d'eux et de l'avenir de la communauté. De plus, les villageois auront certaines attentes lorsqu'il s'agit de quelqu'un d'entre eux, qui a étudié le droit et qui travaille à l'université en tant que professeur. C'est pour cette raison que certains auteurs, comme A. Dembelé, ont explicitement choisi d'abandonner l'approche purement empirique et d'assister plutôt les gens dans leur recherche d'une solution à un conflit de longue date.

C'était donc le statut du chercheur-juriste dans le village, son origine culturelle, qui souvent posait problème. Il y avait d'abord les attentes des résidents, et leur idée que le séjour dans le village d'un homme important devait porter ses fruits : s'il n'apportait pas un « projet » d'ONG, il devait au moins contribuer à la solution des conflits au lieu de se contenter de les prendre en notes. S'ajoutait à cela le changement d'attitude qui s'imposait aux juristes. Comment se métamorphoser, de professeur de faculté, homme lettré et omniscient, en élève, observateur, auditeur, devant apprendre au lieu d'enseigner, et solliciter et prendre au sérieux les opinions d'analphabètes, de villageois illettrés ? Ce changement exigea de la part des chercheurs beaucoup de modestie et de flexibilité, et leur en coûta parfois.



Autre défi plutôt méthodologique : l'approche qualitative, qui met l'accent sur l'unicité des études de cas choisies. Pendant les ateliers méthodologiques, à Bamako comme aux Pays-Bas, il a souvent été très difficile de convaincre les chercheurs du fait que la méthode anthropologique était basée en premier lieu sur des études de cas singulières mais approfondies. Même si les anthropologues-juristes savent de longue date qu'il y a contradiction « entre généralisation et compréhension », cette compréhension reste difficile pour les gens formés à identifier les grandes structures et énoncer des généralisations<sup>15</sup>. L'insatisfaction liée à l'idée de se limiter à une seule étude de cas, sans en tirer de conclusions applicables à plusieurs situations, est encore fortement manifeste dans bien des rapports présentés ici.

En conclusion, en dépit du fait que les juristes se soient sentis très inspirés par la méthode anthropologique et ses données, jugeant avec A. Keita que « la rencontre avec l'anthropologie juridique apparaît comme la conceptualisation et la systématisation d'un sentiment longtemps vécu mais encore indéfini », ils conservaient des doutes. En tant que juristes, ils souhaitaient fortement généraliser leurs conclusions et les relier aux avis du législateur. De là le titre de ce chapitre « la redécouverte du droit » : presque tous les juristes impliqués dans le projet revenaient, après leurs pérégrinations au pays de l'anthropologie juridique, à une nouvelle vision de l'importance du droit étatique, non pas, comme nous le verrons dans la prochaine section, en tant que droit imposé, conçu loin de la réalité locale, mais comme un droit enraciné dans la réalité locale, influencé par sa culture et explicitement reconnu par ses habitants.

### La redécouverte du droit

De ce qui précède, il peut être déduit que les contributions des auteurs témoignent de deux types de transformations. En premier lieu, elles analysent les dynamiques de transformation au Mali, plus spécifiquement la dynamique inscrite par la décentralisation. Elles se concentrent sur le fonctionnement du droit et la gestion des ressources naturelles, ce qui mène également à un traitement des effets sur les comportements politiques, les idées des gens, etc. Il apparaîtra que la nouvelle dynamique se couple aux dynamiques déjà en cours, nourries par le paysage institutionnel existant et l'interaction des différents acteurs sociaux qui l'habitent. Les contribu-

tions montrent que, d'un côté, la décentralisation entraîne et aggrave souvent les conflits en raison des nouvelles règles, des nouvelles positions de pouvoir et des nouveaux moyens financiers qu'elle implique. D'un autre côté, la décentralisation crée autant d'ouvertures vers des solutions également soutenues par les acteurs locaux et reconnues par l'État. La nécessité de parvenir à de telles solutions doublement ancrées est soulignée par tous les auteurs.

En second lieu, les contributions rendent compte des errances individuelles des juristes qui, ayant quitté leurs cabinets d'étude pour étudier le droit vivant dans la situation de transformation décrite ci-dessus, subissent eux aussi une transformation. Il s'agit pour la plupart de chercheurs africains qui se sont mis à étudier leur propre société. Ils découvrent que le fonctionnement social des lois est un domaine complexe et difficilement saisissable, ce qui implique pour l'étudier une nouvelle conceptualisation du droit et de nouvelles méthodologies. Toutes les contributions évoquent l'histoire professionnelle des auteurs – tous chercheurs et enseignants d'expérience – et portent témoignage de leur scepticisme initial vis-à-vis de l'approche sociojuridique. Mais au fur et à mesure de leur séjour dans le vestibule, ils en reconnaissent mieux les mérites. Ils ne se montrent cependant pas des « facilement convertis » en ce sens qu'ils continuent à considérer d'un œil critique la nouvelle voie adoptée. De plus, loin de se contenter du constat que la réalité est plus complexe qu'ils ne l'avaient imaginé, ils recherchent également des solutions et des cadres normatifs pour saisir et encadrer cette complexité. Ceci prouve que leur initiation à l'anthropologie juridique n'a pas abouti à une perte de leurs qualités de juristes, mais à une interréflexion fructueuse des deux disciplines. Toutes les contributions démontrent effectivement l'importance du droit dans la dynamique sociale – fait qui est souvent négligé par les anthropologues.

Les contributions ont été regroupées par ordre chronologique, partant des premiers à avoir suivi l'initiation. L'essentiel du propos – étude de cas ou réflexions plus théoriques – peut différer selon les titres : ainsi M. Djiré et A. Keita portent plus d'attention à des considérations théoriques et méthodologiques, tandis que A. Dembélé et O. Ag Mohamédoun insistent essentiellement sur les résultats de leurs recherches de terrain. Dans leur ensemble, les contributions couvrent toutes les régions du Mali, de la région de Douentza au sud à Tombouctou au nord, et traitent autant la situation urbaine que rurale. La décentralisation est aussi étudiée sous toutes ses facettes, depuis la gestion des ressources naturelles au niveau local et des implications pour la gestion urbaine, jusqu'aux relations entre l'État central et les autorités décentralisées.

Ainsi, la contribution de Moussa Djiré prend comme référentiel la devise du pays – « Un peuple – Un but – Une foi » – pour se demander si

15 Alliot, in Arnaut & Belley (1988)

cette devise et l'ordre juridique qu'elle sous-tend impliquent bien la reconnaissance du pluralisme juridique ce qui, évidemment, constitue un champ de tension. A partir de ce constat et en se concentrant sur la question de la sécurisation foncière, il cherche à analyser le pluralisme juridique et décèle comment la loi étatique, sous forme de décentralisation, y participe.

Un des terrains de recherche a été la commune rurale de Sanankoroba, située près de Bamako. M. Djiré décrit l'arène villageoise, dans laquelle le conseil des anciens, « le Vestibule », joue un rôle prédominant, ainsi que les principes d'organisation sociale que sont la parenté, la gérontocratie, l'autochtonie et la hiérarchisation des rapports de genre. Puis il montre la dynamique de la société, qui se traduit, entre autres, par un dynamisme des règles qui apparaissent et disparaissent. Une nouvelle dynamique est créée par l'avènement du conseil communal et la présence prépondérante des ONG générant « le droit des projets ». M. Djiré constate un pluralisme juridique flou et hiérarchisé. Plusieurs acteurs locaux considèrent que la décentralisation contribue à l'accroissement des conflits et de l'insécurité, en raison du fait que beaucoup de villageois ne connaissent pas les nouveaux codes et que les autorités communales en profitent pour consolider leur propre position. M. Djiré souligne toutefois que la position des autorités décentralisées, qu'il décrit comme « des bergers sans vaches », est en même temps assez vulnérable. De l'ensemble de ces constats, il tire une conclusion assez sombre sur l'état actuel de la décentralisation.

Cependant, l'influence de la décentralisation sur la gestion foncière au Mali est pour lui une occasion de présenter une réflexion sur son initiation comme chercheur empiriste et sur l'essence du droit. Ainsi, sur la base de ses expériences de terrain, il affirme qu'au lieu de conceptualiser le droit comme un corps de règles fixe et distinct, il vaut mieux le considérer comme projet de société fondé sur des modèles de relations sociales qu'il cherche à perpétuer. Dès lors son efficacité dépend du degré d'acceptation sociale. Concernant la décentralisation, M. Djiré conclut que celle-ci « devra se renégocier ». Ce n'est qu'à cette condition qu'elle pourra contribuer à une sécurisation foncière.

La contribution d'Amadou Keita offre une autre histoire éloquent de l'initiation à l'anthropologie juridique d'un juriste formé dans une tradition positiviste et étatique du droit. Thème central et récurrent de ce chapitre : le décalage entre le droit positif et la pratique dans un contexte caractérisé par un pluralisme institutionnel et juridique. Le cadre, cette fois-ci, est Bancoumana, une commune rurale située à 60 km au sud-ouest de Bamako. Le but de l'étude a été de cerner les interactions des différents intervenants dans les questions foncières de la zone et d'analyser les processus influençant à la fois le droit foncier local et la législation foncière de l'État.

A. Keita observe qu'en effet les divers acteurs (populations, commune, État, ONG), pour atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés, font intervenir diverses formes de légitimité. Ainsi les paysans, tout en invoquant les règles coutumières pour justifier leurs pratiques, n'hésitent pas au besoin à utiliser les règles et institutions modernes. Dans ce contexte et avec M. Djiré, A. Keita conclut que « la commune, du fait de sa jeunesse et de son caractère d'implant récent, doit négocier avec tous les acteurs. » Ceci veut dire que le succès de la décentralisation en matière foncière dépendra en grande mesure « de la capacité des autorités décentralisées à négocier et surtout à innover. » A. Keita nous offre une illustration passionnante d'une telle négociation et innovation à Bancoumana.

Mais, tout comme dans la contribution précédente, le cas décrit, si intéressant soit-il, n'est pas le but final du texte mais le prétexte à des réflexions plus générales sur le droit et la formation juridique actuelle au Mali. A. Keita s'interroge ainsi sur le rôle des juristes dans différents pays africains qui, souvent formés dans des universités étrangères (l'ancienne URSS, la France), ont tendance à reproduire les discours appris en oubliant qu'ils découlent de constructions intellectuelles méritant d'être examinées à la lumière de la réalité sociale africaine. Toutefois, en jugeant que « les juristes qui se confinent dans une simple critique du droit national ne lui rendent pas service », il plaide pour « la construction d'une doctrine nationale à partir des éléments composites mis en lumière » afin d'aider le droit national à bien encadrer la société. S'agissant de l'État, les recherches amènent A. Keita à conclure que ses actions législatives doivent impérativement se fonder sur ce que la société conçoit et reconnaît comme normes de conduite.

Maaïke de Langen reprend le thème de la signification de la décentralisation au niveau local dans son chapitre « Réponses complémentaires à une même question : La décentralisation au Mali à travers l'expérience du lotissement de Douentza. » Cette fois, le lieu de recherche est non plus une communauté rurale mais une commune urbaine, la petite ville de Douentza, où le préfet, le maire et le chef sont des acteurs clés. M. de Langen se pose une question assez simple : qu'est-ce que la décentralisation au niveau de Douentza ? Pour parvenir à une réponse satisfaisante, elle avance selon des perspectives différentes. Après une approche juridique des textes relatifs à la décentralisation, elle poursuit avec une analyse plutôt politique, se focalisant sur les motifs du législateur qui, entre autres, sont nourris de la pression internationale exercée par des bailleurs de fonds, des problèmes politiques internes comme la rébellion touareg, mais également par des idées concernant un meilleur fonctionnement de l'État et de la société. Ainsi, il est généralement affirmé que la décentralisation mènera à un approfondissement de la démocratie. C'est cet objectif général de la décentralisation – qui peut se traduire en des termes de parti-

cipation accrue des populations, d'approfondissement de la légitimité de l'État, de responsabilisation au niveau local et de transparence des processus politiques locaux – que M. de Langen prend comme point de départ pour étudier la décentralisation au niveau local. Pour cela, elle adopte une troisième approche, cette fois sociojuridique. Analysant le cas d'un lotissement, elle constate que la réalisation s'est déroulée sans procédure fixe et d'une façon peu transparente. En outre, il apparaît qu'au cours du processus les droits coutumiers existants ont été quasiment ignorés et que les détenteurs de ces droits n'étaient pas en mesure de protester faute de connaissance des lois. M. de Langen analyse les stratégies de différents acteurs pour obtenir un lot et en conclut que l'absence d'une procédure claire permet aux gens qui ont de l'argent ou qui sont proches des acteurs clés d'obtenir un lot, tandis que d'autres se retrouvent les mains vides. Ce sont particulièrement ces derniers qui se montrent rapidement déçus par la décentralisation. Aussi la conclusion de M. de Langen est-elle relativement sombre : même si le conseil détient une certaine légitimité, la participation des populations reste très faible tandis que le préfet et le chef continuent à jouer un rôle important. De plus, il y a peu de transparence. « La décentralisation n'a pas encore atteint à Douentza son objectif d'approfondissement de la démocratie. »

La contribution de Djibonding Dembélé porte sur la relation entre le gouvernement central et les autorités décentralisées, plus spécifiquement la tutelle exercée sur les collectivités décentralisées. Bien que ce sujet soit assez clair du point de vue juridique, la pratique n'a guère été étudiée. Pour éclaircir cette question de la pratique, des études de terrain ont été menées sur deux communes, la première, Yélékébougou, assez pauvre, la deuxième, Sanankoroba, relativement riche et bien pourvue d'infrastructures et de projets de développement.

L'organisation de la tutelle, en tant que contrôle de la légalité par les préfets, semble pesante, que les autorités décentralisées y étant fortement encadrées dans leurs décisions. Mais l'exemple des deux communes révèle qu'en pratique les dispositions législatives ne sont pas toujours appliquées. Il n'est donc pas rare que les budgets ne soient pas établis à temps, que les maires ne s'adressent pas aux préfets et que les inspections prévues par la loi ne soient pas effectuées. En matière d'assistance-conseil, les dispositions législatives sont mieux observées, surtout là où il s'agit du rôle du préfet en tant que contrôleur des services de l'État. Comme la décentralisation a effectivement restreint le rôle des représentants de l'État, il n'est pas étonnant que ceux-ci se montrent assez négatifs vis-à-vis des changements, surtout les sous-préfets dotés de la seule fonction assez mal définie d'« assistance-conseil » tout en étant privés de moyens. Les élus communaux, confrontés à la nécessité de se légitimer dans l'arène politique locale, se montrent plus positifs parce qu'ils peuvent profiter du

savoir-faire des vétérans dans l'administration sans être vraiment obligés – en pratique – de les consulter.

L'analyse des stratégies déployées par les acteurs permet de voir comment les sentiments évoqués ci-dessus se traduisent en pratique : les représentants de l'État se servent d'arguments adressés au législateur, du laxisme dans l'application de la loi et de la réticence dans l'assistance du conseil, pour exprimer leur mécontentement. Les élus jouent le contournement de la loi, l'utilisation maximale des possibilités offertes par la tutelle et la mise en œuvre des contre-stratégies si cela s'avère opportun. L'importance de disposer d'informations juridiques dans les négociations et les luttes locales concernant le pouvoir est aussi soulignée par cette étude. De plus, elle montre la force des champs sociaux semi-autonomes au niveau local et leurs effets imprévus sur l'exécution de la loi.

D. Dembélé conclut par une évaluation critique des méthodes socio-juridiques utilisées. Tout en reconnaissant leurs mérites, il en évoque certaines faiblesses, comme la partialité des informations recueillies et le fait que la qualité des résultats dépende largement de la maîtrise des différentes disciplines scientifiques.

Boureima Maiga s'intéresse à un autre aspect, peu étudié, de la décentralisation : les spécificités de l'accès aux bourgoutières dans le delta du Niger. Théâtre d'intenses activités pastorales, agricoles et piscicoles, ces vastes terres, inondées pendant une certaine partie de l'année, échappent aux pensées juridiques classiques se rapporte à la propriété et à l'accès aux ressources naturelles. D. Maiga se concentre sur le pâturage en étudiant la négociation de l'accès des troupeaux dans les bourgoutières des *leydi* Yaalarbé (*leydi* aussi « terroir »). Une analyse détaillée de la transhumance et de l'organisation des troupeaux montre l'extrême pression exercée sur le territoire, une pression qui mène à des négociations acharnées dans lesquelles le *dioro*, le chef traditionnel peul, qui a en charge la gestion des pâturages, joue un rôle primordial.

L'exemple de l'affaire Gneibi permet à l'auteur d'exposer comment s'enchevêtrent l'accès aux pâturages et les relations, et comment les acteurs concernés s'appuient sur une multitude de ressources – droit étatique, tradition, violence – pour conquérir l'accès aux bourgoutières et en contrôler l'utilisation. Il prête attention aux rapports entre allochtones et autochtones, qui ont tendance à devenir plus tendus avec l'avènement de la décentralisation. Un autre problème lié à la décentralisation tient au fait que le *leydi* Yaalarbé se retrouve sur le territoire de plusieurs communes. Il montre aussi de quelle façon des acteurs puissants comme les *dioro* peuvent profiter de la délégation des pouvoirs en se muant en hommes politiques, ce qui ouvre même la porte à la fonction de maire. Les pouvoirs traditionnels locaux trouvent ainsi le moyen de renforcer leur position en se servant des possibilités offertes par la décentralisation.

D. Maiga demeure lui aussi fidèle à la méthode sociojuridique, ce qui ne l'empêche pas de garder un certain scepticisme : comment, par exemple, maintenir une certaine neutralité alors qu'on noue des relations si proches avec ses interlocuteurs ?

Dans la contribution suivante, Arouna Dembélé se pose des questions similaires sur sa position vis-à-vis des populations contactées. Cette fois-ci, l'étude de la pratique de la décentralisation et de ses effets sur la gestion des ressources naturelles porte sur l'accès à une mare située entre deux communes rurales dans le cercle de Sikasso. Natif du pays, A. Dembélé décrit avec conviction comment la nouvelle législation est porteuse d'insécurité dans l'exploitation de cette mare. Il aspire, plus que les autres auteurs, non seulement à comprendre les dynamiques du conflit, mais également à contribuer à la recherche d'une solution viable. Ainsi, pour trouver les modalités d'une telle solution, il s'est laissé guider par plusieurs questions. Quelle est l'histoire du conflit ? Quels sont les arguments avancés par les acteurs pour soutenir leur position ? Quel a été l'effet de la décentralisation ?

A. Dembélé montre que les villages en question sont caractérisés par un pluralisme institutionnel et juridique, qui se trouve renforcé par la décentralisation : avec son avènement, une des communes concernées a commencé à prélever des taxes sur les exploitants de sable, ce qui a mené à de sérieux conflits et des débats à propos des règles à appliquer. Des problèmes similaires se posent avec la tentative par la nouvelle commune de réglementer la pêche collective dans cette mare poissonneuse. Coutume abandonnée, lois étatiques confuses et inconnues, la situation s'avère anarchique. Tout comme M. Djiré et A. Keita, A. Dembélé estime que la solution devra être une solution négociée. La description de sa métamorphose de chercheur en médiateur est révélatrice. Il essaie de comprendre les logiques des différents protagonistes, chacune avec ses racines dans la tradition, la pratique, les lois et la simple logique, et il devra conclure que tous les arguments lui semblent assez convaincants. En se plaçant dans la position d'un juge, il estime pratiquement impossible de déterminer de quel côté est la raison. Mieux vaut essayer d'aboutir à un règlement consensuel fondé sur la conciliation, ce qui est confirmé par le juge de paix local : « Un mauvais arrangement vaut toujours mieux qu'un bon procès. » La suite du chapitre montre cependant que trouver un arrangement sous la forme d'une convention n'est pas chose aisée et que le rôle de médiateur pose en outre des problèmes spécifiques.

Pour Alfousseyni Diawara aussi, l'expérience personnelle fut le point de départ de ses recherches. Voyant, avec ébahissement, un ami transporter du bois de la ville de Bamako à son village rural (au lieu du contraire !), il découvre alors que la société initiatique villageoise avait interdit de couper du bois. Ceci l'amène à entreprendre une recherche sur le rôle pri-

mordial joué par une société initiatique dans la gestion des ressources naturelles. A. Diawara s'interroge sur les mécanismes de son efficacité afin d'y trouver des éléments qui puissent contribuer à la protection de la nature à travers une mise en relation du capital social des structures traditionnelles et des autorités décentralisées.

L'auteur nous introduit dans le village de N'gorogodji, géré par le conseil des anciens avec l'assistance des sociétés initiatiques. Il décrit ensuite les deux types d'interdiction adoptées par les sociétés d'initiation en matière d'exploitation des ressources naturelles qui sont les lieux protégés et les interdictions cycliques. Il prête une attention particulière aux moyens de coercition auxquels les sociétés ont recours. Ceux-ci vont des amendes pécuniaires à l'exclusion de la communauté et peuvent également inclure des malédictions. De nombreux exemples illustrent l'effectivité de ces sanctions et leur importance dans la gestion des ressources naturelles locales.

Sur la base de ses recherches, A. Diawara parvient à la conclusion qu'il ne suffit pas que les nouveaux textes sur le foncier et les ressources naturelles reconnaissent les droits coutumiers. Il faut encore atteindre une réelle refonte qui consiste à accorder un rôle beaucoup plus important aux communautés rurales et une plus grande concertation des acteurs locaux avant l'adoption des textes législatifs et réglementaires subséquents. Ce serait là « ramener véritablement le pouvoir à la maison. » Pour lui, l'application de la méthodologie sociojuridique a apporté une nouvelle dimension à sa compréhension du droit : « Tout en restant un ensemble de normes, il devient également un processus dans lequel transparaissent les conflits, les divergences d'intérêts, les négociations et les arrangements. »

La dernière contribution, celle d'Oumar ag Mohamédoun, a pour objet la dynamique de fixation des populations tamacheq nomades sur les terres agropastorales du fleuve Niger et ses implications foncières. Le texte se fonde sur une étude de cas effectuée dans la région de Tombouctou. Ce site a connu la grande sécheresse de 1985 et la fixation de plusieurs familles nomades touaregs, une cohabitation de Tamacheq, Sonraïs, et Bella ; des éleveurs, des agriculteurs et des pêcheurs ; originaires et nouveaux arrivants. Abandonné par la plupart des populations à cause de la rébellion touareg de 1991, il a ensuite été désigné comme « site d'installation de populations réfugiées ». Cependant, malgré le retour de la sécurité après 1995, les terres cultivables du site demeurent inexploitées. L'auteur se donne pour tâche d'en trouver les raisons. Il examine l'interaction des différents acteurs qui, en dehors des catégories de population mentionnées comprennent également les autorités communales et les ONG de développement. Les différents acteurs se réfèrent à des cadres juridiques divers, comme la convention coloniale et une convention de date plus récente, signée à l'initiative d'une ONG. Après

une étude critique du processus de conception de cette dernière convention, de son contenu et du rôle joué par l'ONG, la conclusion concernant ce type de sécurisation des droits aux terres s'avère cependant assez positive. L'auteur observe qu'en raison de l'insécurité foncière résultant de la co-existence de différents cadres juridiques, « les prétentions foncières se relativisent, les répartitions se "conventionnalisent" et les accès se socialisent. » Selon lui, la consolidation par contractualisation de ce droit émergeant devrait pouvoir sinon mettre fin, du moins atténuer le contentieux foncier dans la région de Tombouctou.

Durant leurs études de terrain, tous les auteurs ont redécouvert le droit comme quelque chose de vivant, de primordial pour des gens de chair et d'os et co-façonné par ces mêmes gens. Le mérite de ces contributions réside toutefois aussi dans le fait que les auteurs ne s'en tiennent pas à la seule étude, mais essaient de comparer ce qu'ils ont appris à leur « capital » initial de juriste. De l'ensemble des contributions émerge ainsi un plaidoyer pour un droit fondé et négocié, adapté et adaptable, et ultérieurement nourri des expériences locales.

L'ensemble de ces contributions constitue une précieuse collection alliant histoires personnelles, études de cas, et réflexions d'une portée académique plus large. Une collection dont nous souhaitons qu'elle se révèle stimulante pour le lecteur, lui inspirant des réflexions sur les transformations en cours au Mali, sur l'essence du droit, mais aussi sur sa propre position, qu'il soit juriste ou anthropologue, administrateur ou chercheur, ou simplement intéressé. Nous espérons que ces études seront pour lui, comme elles l'ont été pour les auteurs et pour nous, un voyage de (re)découverte.